

La démocratie turque prisonnière de suspicions de conspirations

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

N'eût été la manie du président turc Erdogan de voir des conspirations partout, on serait tenté de croire que le fait que ce dernier ait accusé Gülen d'être derrière le complot du mois de juillet n'a pas de prise dans la réalité. Qu'en est-il des relations entre la mouvance religieuse dirigée par Gülen et le parti politique d'Erdogan?

Le mouvement de Fethullah Gülen a été initié bien avant l'arrivée au pouvoir du parti islamique Justice et démocratie (AKP) en 2002. Ce mouvement du *Hizmet* fondé par Said Nusri a été organisé en confréries solidaires ; il a répondu aux préoccupations de la Turquie rurale en réponse à la laïcisation forcée depuis l'avènement de la République turque en 1923 sous la houlette de Mustafa Kemal. Il a visé à lutter contre l'ignorance, la pauvreté et la désunion et accordé une grande valeur aux sciences fondamentales. Les sermons du charismatique Gülen sont devenus des plus populaires et sous son leadership, le mouvement du *Hizmet* a pris une ampleur remarquable. L'image modérée projetée par les gülenistes leur a permis de développer sans entrave un réseau impressionnant d'organismes caritatifs, dont plus de 2000 institutions éducatives dans 160 pays.

Tant Gülen qu'Erdogan rêvent d'une réislamisation de la Turquie après plusieurs décennies de laïcité républicaine kémaliste. Le premier cible un dialogue avec l'Occident et mise également sur le dialogue interreligieux. Le second privilégie l'activisme politique pour restaurer la grandeur passée de l'Empire ottoman. Après une certaine entente, la rivalité entre ces deux approches a dégénéré en conflit ouvert.

Déjà en 2004, le conseil de sécurité turc avait déploré l'infiltration du mouvement des gülenistes dans les institutions étatiques. En 2007, le *Hizmet* et l'AKP sont soupçonnés d'avoir monté une cabale d'accusations de complots contre l'AKP, interpellant directement des hauts gradés, des magistrats, des journalistes et des universitaires laïques (affaire Ergenekon). Néanmoins, l'activisme de Gülen l'a aliéné des autorités turques et il s'est réfugié aux États-Unis où il vit depuis 1999, tout en continuant d'augmenter son bassin d'adeptes. Pour le parti politique islamique AKP présidé par Erdogan, l'appui des gülenistes a été considéré comme un atout au moment des élections de 2007 et lors du projet de changement constitutionnel de 2010. Mais l'influence des gülenistes a commencé à préoccuper l'AKP qui a fini par y voir un état de l'ombre agissant en parallèle à l'état turc. En outre, les portefeuilles accordés aux gülenistes ont été jugés insuffisants par ces derniers.

En 2012, le président Erdogan a invité Gülen à rentrer en Turquie, mais celui-ci a jugé plus prudent de rester aux États-Unis. L'année suivante, le gouvernement a accusé les gülenistes d'être à la source des fuites relatives au transfert d'armes turques à l'État islamique (encore en 2015, des images satellites russes ont également mis en évidence l'existence de ventes de pétrole de l'État islamique à la Turquie) et au scandale de corruption impliquant les proches du président Erdogan. En 2014, le conseil de sécurité turc a qualifié le *Hizmet* de terroriste et, l'année suivante, Gülen recommande de voter pour « ceux qui sont respectueux de la démocratie » (de ne pas voter pour l'AKP). La rupture est désormais consommée entre Erdogan et Gülen. Un procès est intenté contre 3200 fonctionnaires gülenistes accusés d'avoir distribué à l'avance les examens d'entrée dans la fonction publique. Ce procès se continue encore aujourd'hui.

Pour revenir à la tentative du coup d'État du 15 juillet 2016, les gülenistes sont accusés de constituer une confrérie secrète visant à noyauter les institutions turques. Les sympathisants du parti AKP ressassent la transmission vidéo de 1999, au cours de laquelle Gülen enjoint ses disciples

de s'infiltrer discrètement dans la fonction publique jusqu'à atteindre les centres du pouvoir et de patienter jusqu'au moment propice pour se saisir du pouvoir de l'État. Bien des généraux et des juges arrêtés sont des diplômés du réseau d'écoles de Gülen. 10 000 militaires, dont 1501 généraux et amiraux ainsi que 3000 membres du corps de police ont été mis en état d'arrestation. Plus de 60 000 fonctionnaires ont été démis de leurs fonctions. Une centaine de journaux de radios et de chaînes de télévision ont été fermés ; 1 043 écoles privées ont été nationalisées ou fermées ; 15 universités et 109 dortoirs étudiants ne fonctionnent plus. Face à ces accusations, la confrérie des gülenistes qualifie ces allégations de hautement irresponsables et Gülen lui-même se défend de tout lien avec les putschistes. Qu'importe ! Renforcé par l'échec des putschistes, Recep Tayyip Erdogan est déterminé à éliminer ce qu'il qualifie d'État parallèle ou de cellule cancéreuse. Tout comme les licenciements et les arrestations, cette chasse aux sorcières fait également son jeu, car il veut établir un régime présidentiel qui lui octroierait de bien plus grands pouvoirs.

Le président turc voit des conspirations partout, y compris derrière les manifestations des écologistes tenues en 2013 à la place Taksim à Istanbul. Il exige des États-Unis l'extradition immédiate de Gülen, sans faire cas du processus judiciaire américain. Aujourd'hui, les organes de presse progouvernementaux essaient de faire croire que la [CIA](#) est derrière les putschistes et protège Gülen. C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé l'ancien chef d'État-major de l'armée turque İlker Başbuğ. L'inimitié d'Erdogan envers les États-Unis est également due au support offert aux Kurdes du Rojava dans le nord de la Syrie par les États-Unis et d'autres puissances occidentales¹.

Erdogan se tourne alors vers la Russie malgré la crise qui a surgi après qu'un avion russe fut abattu en novembre 2015. De son côté, la Russie

¹ Ces Kurdes affiliés au YPK se sont avérés être des combattants efficaces contre l'État islamique. Or, les autorités turques soupçonnent le YPK d'être affilié au mouvement indépendantiste du PKK considéré par ailleurs comme terroriste par l'Union européenne et les États-Unis. Ce mouvement du PKK n'est pas populaire dans le Kurdistan irakien qui entretient d'étroites relations économiques avec la Turquie.

crain l'influence des gülenistes en Asie centrale et notamment au Turkestan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan dont ils ont été expulsés dès la fin des années 1990.

Les accusations de complot et les purges actuelles en Turquie ne sont pas sans rappeler celles qui ont suivi la prise du pouvoir par Atatürk en 1923. Dans la même décennie, en 2007 et 2016, la Turquie a connu deux vagues d'arrestations massives : contre les laïques puis contre les gülenistes². Tirillée entre islamistes, républicains laïques kémalistes, ultranationalistes et tendances gülenistes, la Turquie démocratique qui avait commencé à goûter à la liberté se réveille dans un climat de conspirations obsessives.

² Aux dernières élections législatives de 2015, la distribution des votes a été la suivante : 49,5% pour le parti islamiste AKP (donc pas assez pour initier un changement constitutionnel pour un régime présidentiel), 25% pour le parti kémaliste CHP, 12% au parti ultranationaliste MHP et 11% au parti kurde HDP (dont les députés sont derrière les barreaux en raison de leur présumée sympathie pour le PKK). Malgré leurs divergences, les ultranationalistes du MHP et les islamistes de l'AKP sont unis dans leur opposition viscérale au parti kurde HDP et au renforcement des Kurdes en général. Ils commencent à coopérer et leur collaboration risque de se faire au détriment des Kurdes de Syrie et d'ailleurs.